

De l'expertise indépendante à la science citoyenne

Mycle Schneider

Mars 2002¹

Directeur de WISE-Paris

Membre du Board of Directors du Takagi Fund for Citizen Science, Tokyo

Contribution au séminaire "Expertise et principe de précaution", de l'AITEC (Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs), Global Chance et SOLAGRAL, le 5 mars 2002 à Paris

WISE-Paris est un organisme d'informations et de conseils indépendants. Cette structure est originale sur deux plans. D'une part, on y mène un travail d'expertise, d'analyse et de conseils, mais d'autre part on y mène aussi des activités de journaliste, car on a considéré dès le départ que la tâche de recherche, d'enquête et d'investigation, était la même. Elle peut conduire à un rapport d'étude, à une expertise, à un mémo de conseils pour un ministre ou encore à un film documentaire ou tout autre diffusion journalistique (pour lequel nous utilisons de plus en plus le Web), mais elle vient aussi souvent en appoint aux médias.

Autre particularité, sa gamme de clients est assez large. On a aussi bien travaillé pour des associations internationales de type Greenpeace que pour l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne (AIEA), pour le CNRS ou le Commissariat du Plan, ou encore pour des associations locales. L'objectif de la structure est donc vraiment de créer de l'information et de l'analyse de références.

J'aimerais commencer par une tentative de définition des termes utilisés puis donner quelques points de réflexions et la discussion permettra peut-être de donner des exemples pratiques qui illustrent souvent le mieux les différents niveaux à analyser.

Une expertise indépendante

On entend dire très souvent : “ une expertise indépendante, ça n'existe pas ! Qu'est-ce que l'indépendance ? ”. Un expert indépendant est un expert qui est essentiellement libre de tout conflit d'intérêt pour une expertise donnée, c'est-à-dire que cela peut changer évidemment en fonction de l'expertise qu'il a à effectuer. Donc le résultat de l'expertise ne peut avoir d'influence ni sur son porte-monnaie, ni sur sa situation professionnelle ou privée, et c'est pour moi une définition très simple de l'indépendance.

Il est évident que l'on peut transformer ou tenter de transformer un expert indépendant en expert dépendant, cela s'appelle “ aller à la soupe ” et c'est d'ailleurs assez intéressant que les deux seules fois où l'on m'a offert de l'argent directement, c'était pour des expertises menées dans le secteur de la chimie. Alors que c'est plutôt exceptionnel pour moi de travailler dans ce domaine, je travaille plutôt sur les questions d'énergie.

Le concept de science citoyenne

Plus intéressante est peut-être la question “ quelle qualité doit avoir l'expert indépendant ? ”. Et là, il y a d'un côté les valeurs à défendre et de l'autre une méthode de travail. Sur la première démarche, il y a le concept du *citizen scientist* qui est né aux États-Unis au début des

¹ Légèrement modifié en février 2003

années 70. Le terme de *science citoyenne* est en fait un terme utilisé depuis peu en France². L'origine est en fait le travail de Ralph Nader sur le juridique, c'est-à-dire ce qu'on a appelé le *public-interest law* et c'est devenu au début des années 70 *public-interest science*. C'est essentiellement Frank von Hippel, directeur d'un institut de recherche sur l'énergie et l'environnement à l'université de Princeton (qui a entre-temps été conseiller à la Maison Blanche de l'administration de Clinton) qui était à l'origine, avec Joel Primack, un autre physicien d'origine de cette tendance, de la définition de la *science citoyenne*.

En 2001, j'ai été nommé dans le directoire d'une fondation japonaise qui s'appelle *Takagi Fund for Citizen Science* et j'ai tenté de reprendre ce concept de science citoyenne et de proposer une définition qui est :

“La science citoyenne peut être définie comme l'effort participatif et combiné de recherche, d'analyse et d'éducation publique qui poursuit strictement, comme principe de base, l'objectif de bien-être collectif des générations présentes et futures d'êtres humains sur la planète et de la biosphère.

Le scientifique citoyen, à travers ses capacités particulières de recherche et d'analyse, doit participer à la protection de la société contre des modes de développement qui placent l'intérêt de l'État ou l'intérêt corporatif au-dessus du bénéfice collectif. Le scientifique citoyen est donc un contre-expert par excellence. ”

C'est une définition à discuter et je serais content d'avoir un peu d'écho de la salle à ce sujet. L'idée du bénéfice collectif durable a été formulée par beaucoup de gens d'une manière ou d'une autre, tantôt comme bénéfice social, tantôt comme intérêt collectif, tantôt comme utilité publique, y compris dans la législation. Tout le monde comprend que c'est plus ou moins la même chose, c'est l'idée que les intérêts collectifs doivent primer sur l'intérêt individuel de l'État ou l'intérêt corporatiste.

Quelle recherche ?

Mais qui définit les thèmes de recherche ? Je pense qu'il y a deux mécanismes. D'une part, il y a une réaction à la demande sociale et il est clair qu'en France il y a une forte demande sociale d'expertise indépendante pour beaucoup de secteurs, en particulier des secteurs comme le nucléaire ou les OGM, mais aussi les installations de traitements des déchets, etc. Cette demande d'expertise indépendante est claire et très exprimée. Il faut donc qu'il y ait une réelle capacité de réaction à cette demande sociale. D'autre part, il y a une responsabilité de l'expert indépendant pour soulever des enjeux et formuler des thèmes de recherche et d'analyse.

Comment travailler une fois les recherches définies ? Pour pouvoir travailler, il faut un accès à l'information. On a beaucoup abusé du terme de *transparence*. Son origine date, je crois, d'après 1985, quand on a traduit le mot « glasnost » et cela a beaucoup plu. La "nucléocratie" a parfaitement repris en main le terme de transparence. J'aime beaucoup la remarque de Daniel Pennac qui dit dans un de ses livres que “ la transparence, c'est un concept

² La Fondation pour le Progrès de l'Homme utilise le terme « science citoyenne, responsable et solidaire ». Un mois après le séminaire organisé par l'AITEC, en avril 2002, a été créée la Fondation Sciences Citoyennes <http://www.sciencescitoyennes.org/>

d'escamoteur”, puisque évidemment c'est celui qui parle de transparence et qui définit le seuil et le degré de transparence qui est en général celui qui détient l'information.

Aujourd'hui, on est dans une situation où l'information continue à être donnée par les exploitants et l'État, qui diffusent l'information avec le degré qu'ils souhaitent, et s'adressent à des destinataires bien sélectionnés. Un exemple récent : EDF a fait une conférence de presse pour rendre public un rapport sur la sûreté. On n'a, évidemment, pas été invité. Après avoir lu la dépêche de l'AFP, WISE-Paris a contacté EDF pour lui demander d'envoyer par courrier électronique le dossier en question. EDF répond : “ Nous sommes désolés, mais notre serveur est en panne ; on ne peut donc pas vous envoyer le dossier ”. Nous répondons : “ Ce n'est pas grave, nous vous envoyons un coursier ” et on nous dit que “ malheureusement, il n'y a pas de copie, ni de papier actuellement disponible, mais ne vous en faites pas, on est complètement transparent, ça sera sous peu sur le Web ” ! Cette attitude est, hélas, très classique et elle permet de poser la question : qu'est-ce qui est délivré comme information, mais aussi à qui ? Pour moi, il n'y a rien de changé dans la façon d'informer ; seuls les modes de communication sont devenus plus sophistiqués.

Il faudrait premièrement définir *le droit d'accès à l'information* ; c'est le droit d'accès qui compte. Ce ne peut pas être à la grâce de celui qui détient l'information. Je demande à ce qu'on me fournisse l'information que je demande. Si on me refuse l'information, le refus doit être justifié. C'est pour moi la base qui devrait être développée ou une base du type *Freedom of Information Act (FOIA)* aux Etats-Unis. Je ne sais pas si c'est l'idéal, mais il faudrait y réfléchir. Il existe bien sûr la CADA (Commission d'accès aux documents administratifs). Mais nous l'avons testée, l'expérience que nous avons est qu'à partir du moment où l'on arrive aux “ choses croustillantes ”, on peut même avoir un avis favorable de la CADA, mais cela n'intéresse ni l'État, ni les entreprises d'État. Il faudrait alors avoir la volonté d'aller au tribunal administratif si on veut réellement poursuivre.³

Deuxièmement, il faut avoir une *capacité indépendante d'expertise* et d'analyse solide et professionnelle, sinon cela ne sert à rien d'avoir de l'information disponible.

Troisièmement, il faut un mécanisme qui *garantit que le travail d'expertise indépendant effectué a un effet*. À quoi bon rédiger d'épais rapports ou des avis, si tout le monde s'en moque. On a eu des exemples spectaculaires ces dernières années : le Premier ministre a demandé un rapport d'évaluation de la filière nucléaire. On peut penser ce que l'on veut de ce rapport, mais ce qui est anormal, c'est qu'il n'y a jamais eu la moindre réaction du côté du Premier ministre au sujet de ce rapport !

Le quatrième point concerne *la méthode de travail*. Dans le cadre d'une expertise indépendante, l'orientation du travail vers un objectif qui est collectif, donc orienté par rapport au bien-être collectif, conduit forcément à une méthodologie plus ambitieuse que si l'expertise est restreinte à un phénomène technique, local, ou ne doit servir qu'à un individu ou à une

³ La situation risque de devoir changer rapidement et radicalement. On attend au début de l'année 2003 l'entrée en vigueur de la nouvelle Directive européenne qui applique la Convention d'Aarhus notamment en ce qui concerne le droit d'accès à l'information. Les Etats membres auront deux ans pour la transcrire en droit national. On peut déjà prévoir que l'application de la directive sèmera la pagaille dans les administrations publiques françaises.

entreprise donnée. L'expertise doit avoir pour qualités essentielles d'être ouverte sur l'extérieur, systémique, dynamique dans le temps et comparative dans la description de scénarios.

Une expertise orientée vers un bien-être collectif doit toujours avoir une *ouverture internationale*. Or, on a trop tendance chez nous à rester très franco-français dans l'ensemble de l'expertise.

L'expertise doit toujours être *systémique*. Un exemple significatif : depuis trois ans, je fais des conférences à l'École des Mines de Nantes dans différentes options et j'ai eu une expérience frappante. En dernière année, en option *Nucléaire et techniques associées*, je présentais un exposé sur l'évolution des consommations d'énergie et il s'est trouvé que personne dans la classe n'était capable d'expliquer ce qu'était l'énergie primaire ! C'est pourtant le B.A.BA. du métier quand on travaille sur l'énergie. Cela montre que le manque de regard systémique est tel que même les bases les plus simples ne font plus partie de la formation même (ou surtout ?) des élites.

L'analyse doit être toujours *dynamique dans le temps*, c'est-à-dire que cela ne sert à rien de regarder une photo, il faut regarder le film pour comprendre ce qui se passe. Or, c'est trop souvent le regard d'une photo que l'on découvre dans une analyse d'expert.

Finalement, le travail de l'expert n'est pas de prédire l'avenir mais plutôt *d'élaborer des scénarios*, ce qui est fondamental, contrairement à une espèce de malentendu généralisé qui existe dès qu'on parle de scénario. Le rôle des scénarios est bien de décrire les conséquences d'options politiques.

La formation des experts

Qui forme les experts indépendants capables d'analyses critiques ? Je ne connais pas de parcours de formation qui conduirait à un résultat où l'on pourrait dire que c'est telle école, telle université ou tel institut qui forme les personnes que je souhaiterais employer. Ce qui est clair, c'est qu'aujourd'hui les experts indépendants professionnels font cruellement défaut. C'est le cas dans la chimie au moins autant que pour un sujet comme le nucléaire ou les biotechnologies.

En guise de conclusion

Pour moi, il s'agit bien d'un choix de société de se doter ou non d'un dispositif complet d'expertise indépendante professionnelle. Actuellement les bases d'un tel dispositif n'existent pas en France.

Outre la question de la formation, il reste une autre question fondamentale qui concerne les modes de *financement*. Ce n'est pas une question de manque de budget, l'argent existe, mais c'est beaucoup plus une question de mobilisation de budgets. L'expertise indépendante continue à être perçue comme une activité bénévole, intéressante, qui peut se faire à côté, en amateur, le week-end ou le soir, avec un poste confortable de directeur de recherche au CNRS par exemple.

À mon avis, cela ne peut pas fonctionner ainsi. On a là un vrai défi de définition totalement professionnelle. Si l'expertise indépendante doit devenir référence, elle doit être « haut-de-gamme » et plutôt avoir une longueur d'avance sur l'expertise corporative ou étatique, ou bien elle n'existera pas.